

et des couches moyennes dans un vaste mouvement des masses. C'est une alliance purement électorale, qui suppose l'absence des luttes des travailleurs remettant en cause l'équilibre des forces entre les classes dans le pays. Mitterrand entend parvenir au pouvoir avec les voix ouvrières apportées par le PCF mais nullement engager le pays sur la voie de la révolution socialiste. Il prépare une relève de « gauche » au pouvoir actuel usé, une solution bourgeoise qui dévoie le mécontentements des travailleurs. Il veut rééditer l'expérience de Wilson en France, mais il lui faut des garanties : l'ordre doit régner dans les usines et dans la rue. Ces garanties, les directions du PCF et de la CGT les lui donnent en canalisant les luttes ouvrières vers les élections, et en cassant celles dont la dynamique risque de sortir du cadre électoral, de conduire au développement de mouvements de masse extra-parlementaires. Prenons deux exemples de cette tactique de lutte.

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS

La lutte contre les licenciements, contre le chômage est une lutte difficile, qui plus que tout autre impose d'édifier un rapport de force solide. Elle permet de réaliser l'unité des travailleurs sur des mots d'ordre de réduction importante du temps de travail sans réduction des salaires, et d'engager des actions de masse.

Elle n'est l'occasion, pour le PCF et sa fraction dans la CGT, que de vastes opérations électorales et publicitaires pour les solutions contenues dans le petit livre orange. L'exemple lorrain est particulièrement saisissant :

Le trust Wendel-Sidelor annonce 12 500 « suppressions de postes ». Déjà nombre de travailleurs immigrés ont vu leur contrat résilié sans préavis, sans indemnité, et sont contraints à un nouvel exode.

Seule une lutte d'envergure pouvait, peut encore, faire reculer le trust. Elle n'était pas utopique.

Il était d'autre part possible de lier dans un même combat les travailleurs des usines condamnées, ceux des usines en expansion (par la revendication d'échelle mobile des heures de travail et de réduction massive du temps de travail), et la population lorraine condamnée à terme à l'exode dans les pires conditions.

Une série de manifestations ont été organisées, que le PCF et les dirigeants de la CGT ont martelées de mots d'ordre favorables à l'Union de la Gauche. A Longwy, le 6 Novembre, les mots d'ordre dominants étaient : « Unité de la gauche, programme commun ».

Le 16 novembre, grève dans toute la sidérurgie lorraine. La direction CGT fait tout pour éviter l'occupation et la poursuite du mouvement, auxquelles était favorable un grand nombre de travailleurs combattifs. Dans L'Humanité du 11 novembre, Porcu, secrétaire de la Fédération de la Moselle du PCF, met en garde contre toute « aventure », et on retrouve encore la thèse du complot.

« Je me demande si l'annonce des licenciements chez Wendel-Sidelor, un an et demi avant les élections législatives est si fortuite que cela. N'a-t-elle pas comme objectif de pousser les travailleurs vers des luttes difficiles et d'arriver d'ici 5 ou 6 mois à un essoufflement, au découragement politique et à un mouvement de désespoir au moment des élections législatives qui bénéficieraient à la réaction, aux centristes, aux pseudo-réformateurs. Je crois que le PC a une grande tâche : expliquer aux travailleurs que leur combativité doit s'exprimer avec force, mais que les formes de lutte ne peuvent être les mêmes qu'il y a 2, 3 ou 4 ans. Il faut donner à cette lutte une plus grande ampleur, gagner les ingénieurs, les cadres, les techniciens qui sont traumatisés par ces fermetures d'usines, les commerçants, les arti-